

EN ROUTE VERS LA FUSION



FUSION DES COMMUNES de Chermignon, Montana, Randogne et Mollens

VOTATION DU 14 JUIN 2015

L'association «**EN ROUTE VERS LA FUSION?**» Recommande de voter **OUI** à cette fusion, car :

FUSIONNER POUR MIEUX GOUVERNER

S'il est une seule raison à une fusion, c'est celle de la gouvernance du poumon économique de nos communes qu'est le Haut-Plateau. L'Association des communes a été un pas important vers la fusion et il est temps de franchir le suivant. C'est une évidence que seul le fait de mettre tous les biens en commun ôtera ce vieux réflexe, qui est un frein au développement harmonieux de la station, de vouloir privilégier d'abord les intérêts de sa «commune». Il en va de l'avenir de la station de Crans-Montana et du futur de nos villages qui en dépendent **largement**.

80% DES RECETTES DIRECTES ET INDIRECTES FISCALES PROVIENNENT DE LA STATION

Toutes les réalisations dont bénéficient nos villages sont payées à 80% grâce à la station.

STATION BIEN GÉRÉE = VILLAGES PRIVILÉGIÉS

Sans les stations de ski, le canton du valais serait resté au niveau où il était il y a cent ans. Privilégier la station ne se fait donc pas au détriment, mais en faveur des villages. L'avenir économique de notre région, les postes de travail futurs pour nos enfants sont dépendants d'une gouvernance optimale du Haut-Plateau.

ASSEMBLÉES PRIMAIRES = 3% DES ÉLECTEURS

Les assemblées primaires dissimulent derrière leur façade démocratique une grande faiblesse : la méconnaissance des dossiers par les citoyens et la faible participation moyenne ouvre la porte à toutes sortes d'abus. Un conseil général composé d'élus informés et structurés autour des partis est le seul gage du respect et de l'équité de la démocratie.

COMMUNE «RICHE » ≠ CITOYEN «RICHE »

Il n'y a pas de lien direct entre la « fortune » d'une commune et la « richesse » d'un citoyen. Ceux-ci sont libres de s'installer où bon leur semble et l'on a encore jamais constaté un exil de ceux de l'Est vers l'Ouest pour autant.

17 ÉLUS SUR 20 DISENT OUI: CE NE SONT PAS DES «MENTEURS»!

La quasi-totalité des élus sont favorables à une fusion. Or, ils sont aux commandes de nos communes: qui mieux qu'eux connaissent les limites de ce système qu'ils appellent de leurs vœux à changer? Quel intérêt auraient-ils à le faire s'ils n'étaient pas convaincus que c'est pour le bien des concitoyens qui les ont élus, eux dont la moitié va disparaître en cas de fusion?

TOUS LES PARTIS DISENT OUI

Parfaitement en phase avec les élus qui gouvernent, les comités de partis qui se sont longuement et depuis longtemps penchés sur la question (il suffit de voir les promesses électorales des 2 dernières élections communales) recommandent à leurs membres de voter en faveur d'une fusion. Nous faisons confiance à la pertinence de leur analyse: la balance des arguments pour et contre est clairement pour le OUI.

CANDIDATS POLITIQUES DE PLUS EN PLUS RARES

Les comités de parti et les candidats aux élections communales se renouvellent péniblement, ou sans choix. Un nivellement par le bas est à craindre. Dans une commune fusionnée la professionnalisation partielle des élus ouvre la porte à des citoyens qui ne sont pas intéressés aujourd'hui car cette fonction se fait au détriment de leur vie privée, de leurs loisirs. Une rémunération adaptée, une organisation des séances sur le temps de travail et pas en marge, les défis de la gestion d'une commune aux dimensions d'une ville sont là tout autant de facteurs de motivation que seule une fusion peut apporter.

IL N'EST PAS ENCORE TROP TARD: SURTOUT PAS TROP TÔT

La question d'une fusion se discute depuis plusieurs décennies. La fusion des communes qui se partagent le Haut-Plateau de Crans-Montana est une évidence qu'aucun business plan, aucune stratégie à plus ou moins long terme ne saurait renforcer. La question se situe clairement au niveau de la gouvernance et non pas sur celui de calculs, de prévisions de marges d'autofinancement ou autres programmes financiers sur lesquels encore plusieurs générations pourraient palabrer.

ENSEMBLE = PLUS FORT

Unis autour de notre destin commun nous pourrions faire face aux défis qui se présentent à nous et avoir une représentation plus forte au niveau cantonal ou fédéral. En mettant nos biens et nos intérêts en commun nous prendrions des décisions totalement en phase avec un aménagement harmonieux de notre territoire et un développement économique stratégique.